

# Des repas de qualité pour tous

Par **Thierry Denoël**

**Les crises successives rendent la sécurité sociale de l'alimentation indispensable. Mais le contexte politique n'est pas favorable à ce genre d'idées. Paradoxal?**

Une alimentation de qualité, cela concerne tout le monde. Comme les soins de santé. De la même manière que tout le monde voudrait être bien soigné, tout le monde voudrait bien manger. La différence est qu'en matière de santé, le système de sécurité sociale, aussi imparfait soit-il, assure à chacun un accès aux soins d'une qualité minimum. En revanche, l'alimentation de qualité, saine et durable n'est pas à la portée de tous les revenus, encore moins avec les crises économiques à répétition et les poussées inflationnistes qu'elles engendrent. Et là, il n'existe pas de mécanisme de solidarité permettant à tous d'y avoir accès. Pour le dire trivialement, la bonne bouffe est plutôt réservée aux riches et la malbouffe, souvent meilleur marché, aux pauvres. Mais est-ce irrévocable?

En Belgique, la sécurité sociale a vu le jour le 28 décembre 1944, grâce à un groupe de fonctionnaires visionnaires, alors que

la bataille des Ardennes faisait encore rage. Quatre-vingts ans plus tard, ce système solidaire, considéré comme l'un des plus généreux au monde, fait tellement partie du paysage que personne n'y prête plus vraiment attention, sauf quand des réformes viennent écorner certaines allocations. Aujourd'hui, d'autres visionnaires voudraient bien améliorer cette machinerie performante en y ajoutant un pan: celui de l'alimentation. La SSA ou sécurité sociale de l'alimentation est une idée qui fait son chemin. Le 6 février dernier, à plus de 60% des voix, le parlement bruxellois a adopté une résolution qui pourrait s'avérer historique si elle porte ses fruits.

### **Pas qu'un concept théorique**

Rappelant le droit humain fondamental à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate, ce texte appelle le gouvernement fédéral à «étudier la faisabilité d'une sécurité sociale de l'alimentation», en concertation avec tous les acteurs concernés: associatifs, santé, alimentaire, agricoles, mutualistes, commerciaux... Il demande également au fédéral d'encourager l'Union européenne

à mener une réflexion sur le sujet et de recenser les expérimentations qui sont menées localement en Belgique. En effet, la SSA n'est pas qu'un concept théorique que beaucoup voudraient voir s'inscrire dans le débat démocratique. Elle est aussi, et peut-être avant tout, l'objet d'initiatives civiles qui commencent à faire leurs preuves, bien qu'encore embryonnaires en Belgique.

Baptisée la Class (pour Caisse locale d'alimentation solidaire de Schaerbeek), la SSA schaarbeekoise, qui est la première du pays, compte désormais 162 foyers adhérents, soit plus de 400 personnes. Ceux-ci cotisent entre 100 et 225 euros par mois, selon leurs moyens, et reçoivent en retour 150 euros, sur une carte de paiement de type chèques-repas, pour acheter des produits alimentaires auprès de commerces partenaires conventionnés en concertation avec les cotisants, tels que BeesCoop, BioVrac, Färm, des épiceries bio de la commune ou le marché des Ecuries van de Tram. «Notre objectif est d'avoir un millier de foyers affiliés d'ici à 2028, espère Jonathan Peuch, chargé de plaider au sein de l'ONG Fian Belgium et cofondateur de la Class. Nous espérons



## «On nourrit les pauvres avec les poubelles des riches.»

aussi qu'une dizaine de caisses communes de l'alimentation soient fonctionnelles et connectées d'ici à 2029, lors des prochaines élections.»

Plusieurs projets pilotes similaires sont, en effet, en train d'éclorre à Bruxelles et en Wallonie, notamment à Namur, Rochefort, Liège et Bastogne. Des étudiants de l'ULB ont également expérimenté la chose pendant un an. En France, l'idée fait tache d'huile, depuis le lancement de la première caisse à Montpellier en 2023. Selon la Banque des territoires, on y dénombre actuellement une centaine d'expériences solidaires de ce type, préfigurant ce qui pourrait devenir une véritable sécurité sociale de l'alimentation. Ces mises en pratique sur le terrain sont d'ailleurs un terrain précieux pour ceux qui prêchent pour une huitième branche ajoutée à la sécu. En Belgique, le collectif CreaSSA, lancé à l'initiative de la Fian et qui réunit une soixantaine d'associations (Oxfam, Greenpeace, Canopea, Fugea, FdSS, Etopia, Humundi, Solidaris, Iles de Paix...), se penche sur la question depuis décembre 2022.

### 150 euros par mois pour tous

Le principe d'une SSA au niveau du pays reposerait principalement sur une augmentation des cotisations salariales, mais aussi sur une participation de l'Etat via, par exemple, un impôt sur les bénéfices des multinationales de l'agroalimentaire. L'ensemble serait ensuite automatiquement redistribué à l'ensemble des Belges. Le montant serait le même pour tous, soit 150 euros mensuels par citoyen adulte, ce qui couvrirait la moitié du budget moyen des ménages pour le poste alimentaire. Ce montant inscrit sur une carte ...

**BeesCoop, partenaire de la Caisse locale d'alimentation solidaire de Schaerbeek.**

# Alimentation

... de paiement permettrait d'acheter des produits conventionnés et permis par la classification NOVA. Les aliments hautement transformés (catégorie Nova 4) seraient d'office exclus. Selon CreaSSA, le montant global des cotisations pour une redistribution de 150 euros serait de 17 milliards d'euros par an, ce qui est un objectif politique difficilement réalisable à court terme. Le collectif propose dès lors de commencer avec une somme plus modeste de 50 euros qui évoluerait dans le temps.

Du consommateur jusqu'à l'Etat, en passant par les agriculteurs et même la grande distribution, tout le monde sortirait gagnant de la mise en place d'un tel système. «Au sein de CreaSSA, nous avons des représentants de secteurs essentiels, comme celui de la lutte contre la pauvreté, de la santé, de l'environnement, du monde agricole, expose Jonathan Peuch. Il nous manque celui des syndicats de travailleurs, avec lesquels il est évident de parler de sécurité sociale.» A la Centrale nationale des employés (CNE), affiliée à la CSC, on semble suivre le projet de près. «Nous n'avons pas encore de position claire, mais la CNE revendique qu'une série de biens essentiels, dont l'énergie, soient sortis du marché, explique Clarisse Van Tichelen, du service d'études de la centrale. Il est clair qu'on a besoin d'utopie et la SSA est un concept enthousiasmant. Mais, outre l'enjeu budgétaire, il y a celui des employés du commerce alimentaire, souvent des travailleuses avec de bas salaires, des temps partiels contraints, une flexibilité horaire difficile... C'est avec ce type de point d'attention qu'on s'intéressera à une dynamique de SSA.»

L'enjeu d'une huitième branche de la sécurité est aussi agricole, le conventionnement des produits achetables privilégiant les circuits courts, la production locale, bio, etc. Ce n'est pas un hasard si la Fugea, syndicat qui promeut une agriculture durable, fait partie du collectif. «Une bonne partie des fermes wallonnes ont fait de gros efforts pour améliorer la qualité de leur production, mais nos filières restent marginales par rapport au reste du marché, déplore Vincent Delobel, membre de la Fugea et éleveur de chèvres dans le Tournaisis. Il faudrait que cela se généralise davantage parce qu'on s'épuise à trouver des débouchés. La sécurité sociale de l'alimentation nous paraît une très bonne piste, un facteur stabilisateur pour nos efforts agronomiques



**Le conventionnement des produits achetables privilégie les circuits courts, la production locale et bio.**

et financiers. Cela permettrait une montée en échelle des filières de qualité qui tablent sur la conservation des sols, l'autonomie fourragère et semencière, l'élevage à l'herbe... Et cela encouragerait à coup sûr les nombreux jeunes qui veulent se lancer dans une agriculture plus respectueuse de l'environnement.»

## La Fevia dit oui

La grande distribution, elle aussi, pourrait se montrer intéressée. La Fevia (Fédération de l'industrie alimentaire belge) s'est d'ailleurs déjà prononcée en faveur de la SSA. «Il y a une vraie prise de conscience aujourd'hui, observe Pierre-Alexandre

Billiet, CEO de Gondola, spécialiste de la grande distribution. Dans le système actuel, les multinationales agro-alimentaires ne peuvent plus garantir une certaine qualité alliée à une stabilité des prix. Les producteurs locaux ou les petites PME locales ne peuvent pas encore le faire seules. C'est tout un écosystème qui doit se réinventer, a fortiori dans un pays où près de 20% de la population est exposée au risque de pauvreté et d'exclusion sociale. Ces personnes achètent beaucoup moins, fréquentent les banques alimentaires. Les études montrent qu'à partir de 10% de la population qui ne va plus dans les magasins, la grande distribution est déstabilisée. Ici, on parle de 20% et on se dirige vers 25%.»

Le public précarisé est évidemment a priori très concerné par la SSA. Lors d'une action organisée le 16 avril, le collectif Gratin de la colère rappelait encore que de plus en plus de ménages réduisaient leurs dépenses de première nécessité et qu'en Belgique, plus de 600.000 personnes recourent à l'aide alimentaire. Selon l'Iweps, 14% des femmes en Wallonie déclarent s'être déjà privées de manger pour nourrir un enfant ou un proche. C'est dire si l'accès à une alimentation de qualité leur échappe. En outre, l'aide alimentaire se présente sous la forme d'invendus des grandes surfaces et de colis «spécial pauvres» fabriqués par l'industrie alimentaire, financée par le Fonds social européen, qui n'ont rien de bio. «On nourrit les pauvres avec les poubelles des riches, soupire Brigitte Grisar de la Fédération des services sociaux (FdSS). Il faut aussi rappeler que la part de l'Etat belge pour cofinancer l'aide alimentaire du Fonds européen a été considérablement diminuée par le gouvernement De Wever. Elle est passée de 17 à cinq millions d'euros.»

La Fédération des services sociaux, qui se dit membre observateur critique du CreaSSA, se demande s'il est judicieux de surinvestir du temps dans un projet comme celui de la sécu de l'alimentation qui est loin d'être dans l'air du temps au niveau politique et qui a peu de chances d'aboutir dans le cadre d'une législature. «Nous travaillons de plus en plus dans l'urgence, avec des structures d'aide saturées, pour que les gens mangent tout simplement, explique Brigitte Grisar. En même temps, une expérience comme celle de Schaerbeek montre que les personnes vulnérables ont envie de bien manger,

**Le gouvernement fédéral devrait «étudier la faisabilité d'une sécurité sociale de l'alimentation».**

comme vous et moi. Pour nous, il existe d'autres pistes à explorer, comme les cantines durables gratuites pour tous les enfants de Belgique.» Mais là, on doit aussi constater une régression, puisqu'en décembre dernier la Fédération Wallonie-Bruxelles a supprimé la gratuité des repas scolaires proposés aux établissements de l'enseignement différencié.

## **Un développement compromis**

Même si le vote du parlement bruxellois est encourageant, le contexte politique n'est clairement pas favorable à l'idée de SSA. Les partis les plus favorables au concept, identifiés lors de la campagne électorale de 2024, sont Ecolo et le PS, pas vraiment en force dans les exécutifs et les parlements du pays. «L'austérité et l'érosion du financement de la sécu diminuent la capacité des organisations dans tous les milieux concernés, a fortiori le social, à se projeter ou s'impliquer dans des programmes ambitieux qui permettraient de penser autrement», souligne Gaëtan Vanloqueren, chercheur à la HEC Liège, qui a réalisé avec le spécialiste en gestion durable Frédéric Chomé une première modélisation de la sécurité sociale de l'alimentation. Une autre recherche plus ambitieuse vient d'être lancée par les mêmes chercheurs, en collaboration avec les secteurs de la santé, agricole, les syndicats, les mutuelles, etc. Elle devrait aboutir fin 2026 sur des scénarios et des chiffres plus précis et étoffés.

La SSA est évidemment un projet de longue haleine. La crainte est qu'elle devienne un serpent de mer à l'instar de l'allocation universelle dont on débat épisodiquement depuis un quart de siècle, sans avancée concrète. «A la différence qu'ici, il existe des caisses sociales alimentaires fonctionnelles et que la SSA est donc déjà en train de se mettre en place à l'échelon local, réagit Jonathan Peuch. C'est d'ailleurs grâce à l'expérience schaarbeekoise que la résolution du parlement bruxellois a pu voir le jour.» Le CreaSSA se défend, par ailleurs, d'être en train de réinventer complètement un système. Pour ses membres, il s'agit d'ajouter une branche à un mécanisme qui fait ses preuves depuis des décennies. Avec, finalement, un objectif de santé publique évident qui permettrait à la sécurité sociale actuelle de faire de sérieuses économies. Bien manger, c'est s'assurer une meilleure santé. Un droit universel? ●